

consentimes à l'établissement de presque tous ces vingt-huit embranchements. Le nouveau programme de construction indique les progrès merveilleux accomplis et la prospérité qui a régné au Canada depuis lors.

Un autre incident nous fera songer à la transformation extraordinaire qui s'est opérée au pays pendant les trois ou quatre dernières années. Les honorables sénateurs se rappellent que nous redoutions tellement les difficultés avec lesquelles les chemins de fer nationaux étaient aux prises que le Sénat nomma un comité pour étudier le problème. Il y avait un déficit considérable, et nous cherchions le moyen de remédier à la situation. Ce comité a siégé pendant plusieurs semaines et, pour trouver une solution, il a recueilli les témoignages des administrateurs de nos banques, de nos voies ferrées, ainsi que les avis d'autres citoyens éminents. Nous avons été fort étonnés d'entendre dire que, s'il était également réparti entre les deux réseaux, le trafic de l'Ouest ne permettrait, ni à l'un, ni à l'autre, de faire face à ses obligations. On nous conseilla de tenter de réunir les deux réseaux sous une administration unique, sans les fusionner, chacun conservant son identité, et c'est cette décision que le Sénat arrêta unanimement, étant persuadé que la concurrence entre les deux entreprises serait ruineuse vu qu'il n'y avait pas assez de trafic pour les maintenir l'une et l'autre sur un bon pied. Cela se passait au mois d'avril 1925. Et que constatons-nous aujourd'hui? Nous nous apercevons que le pessimisme qui existait, il y a quatre ans, n'était pas bien fondé.

Le remède qu'on proposait alors aurait peut-être produit des résultats très satisfaisants. Je n'entends pas critiquer les opinions que nous avons recherchées et que nous partagions à ce moment-là. Trois ou quatre années se sont écoulées, et nous voyons qu'il y a assez de trafic pour maintenir ces deux réseaux et leur assurer de fortes encaisses. Ce qui s'est passé depuis trois ans prouve que les plus beaux rêves concernant l'avenir du Canada pourraient fort bien se réaliser.

En ces derniers temps, on a dit et répété que le Canada n'a besoin de d'un plus grand nombre d'immigrants pour devenir plus prospère. La situation se présente à plusieurs sous de multiples aspects. En certains milieux, les gens se plaignent que les pays britanniques ne nous fournissent pas assez d'immigrants, tandis que les autres nous en envoient trop, et on s'est demandé quels sont les besoins respectifs des districts ruraux et des grandes villes. Ainsi posé, le problème n'est pas aisé à résoudre. Ceux qui sont au timon des affaires à Ottawa sont tenus de s'adresser aux provinces pour

connaître leurs besoins, et ils doivent suivre en grande partie l'avis de leurs gouvernements. Le ministère doit veiller à ce que les immigrants n'arrivent pas en si grand nombre qu'ils refluent des campagnes vers les villes; il lui faut avoir sans cesse l'œil au guet afin de répondre aux besoins du pays dès qu'ils se présentent. On se chicanera toujours à ce sujet, j'en suis certain, parce que les besoins des districts ruraux sont autres que ceux des districts urbains.

Je me suis souvent étonné d'entendre dire que nous ne déployons pas tous les efforts nécessaires pour recruter des immigrants en Grande-Bretagne. D'un autre côté, quelqu'un a rappelé que nous dépensons seize dollars pour chacun d'eux, et 11 c. pour chaque étranger qui vient s'établir dans notre pays. En 1928, le nombre total des immigrants s'est élevé à 166,784. Le Royaume-Uni nous en a fourni 55,848 et 29,933 sont venus des Etats-Unis. J'ai recherché quelle était l'origine des gens du pays voisin qui ont franchi la frontière pour venir au Canada en 1927 et en 1928, et j'ai constaté qu'un peu plus de la moitié était d'extraction anglaise. Pour avoir une juste notion du nombre des immigrants de race anglaise, il faut donc ajouter au contingent venu de la Grande-Bretagne la moitié de ceux que nous avons reçus des Etats-Unis. Les uns habitaient le pays voisin depuis une génération ou deux, mais tous avaient du sang anglais dans les veines.

N'avons-nous pas entendu dire bien souvent que nous nous étions remués afin d'attirer des immigrants qui n'ont fait que remplacer nos frères exilés aux Etats-Unis? Je constate que les archives du ministère de l'Immigration ne confirment pas cette assertion. Un état publié par le ministre intéressé établit que, de 1911 à 1921, nous avons accueilli 1,780,868 émigrés; or, le recensement de cette dernière année indique que le nombre des habitants nés à l'étranger n'était que de 368,775. Apparemment, plus d'un million était parti dans l'intervalle.

L'honorable M. McMEANS: Ceux-là nous avaient-ils coûté seize dollars par tête?

L'honorable M. DANDURAND: Un examen plus approfondi prouverait, je l'espère, que les immigrants qui nous avaient coûté 11 c. par tête ont été attirés dans le pays voisin, tandis que la plupart de ceux qui sont restés au Canada étaient des Britanniques qui se sentaient plus à l'aise ici, parmi leurs frères.

Il est intéressant de savoir qu'il n'est pas vrai, tant s'en faut, que les immigrants ont simplement remplacé de braves Canadiens qui avaient traversé la frontière. Ce que je viens de dire démontre que, parmi ceux qui se sont